

## FONDS D'URGENCE DE L'UNESCO

## Les 5 millions d'euros de l'Algérie

**Cérémonie de signature hier, au siège de l'Unesco à Paris, d'un échange de lettres concrétisant la contribution de l'Algérie à l'Unesco, pour un montant de 5 millions d'euros.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Une cérémonie réunissant hier M<sup>me</sup> Irina Bokova et M. Missoum Sbih, ambassadeur d'Algérie en France et délégué permanent de l'Algérie auprès de l'Unesco, a eu lieu au siège de l'organisation à Paris.

Il s'agissait, au cours de cet événement, de procéder à la signature de l'échange de lettres par lequel l'Algérie apporte une contribution de 5 millions d'euros au fonds d'urgence de cette organisation.

Entouré de Lahcen Bessekri, délégué général adjoint, l'ambassadeur d'Algérie s'est adressé à la directrice générale de

l'Unesco pour situer cette contribution dans son contexte, à savoir «l'action que l'Algérie a toujours menée de manière constante au sein de l'Unesco».

L'ambassadeur, délégué permanent de l'Algérie, devait insister sur la signification qu'il attribue à cette cérémonie au-delà du montant de cette contribution : «C'est la fidélité aux idéaux de l'Unesco et surtout un acte de confiance dans les capacités à surmonter les difficultés conjoncturelles qu'elle rencontre.»

En réponse, et après les remerciements du président de la République, du gouvernement et du peuple algérien pour



Irina Bokova.

cette confiance et fidélité mises en son organisation, la directrice générale devait évoquer la visite

qu'elle a effectuée en Algérie du 8 au 15 avril qui lui aurait permis de constater «que les idéaux de

l'organisation sont très ancrés dans la société algérienne et dans toute la politique du président de la République pour réformer le pays, pour réformer le système éducatif, pour préserver la culture, le patrimoine et le consolider».

Et de conclure qu'elle et la délégation qui l'accompagnait dans sa visite ont quitté l'Algérie, «convaincus par ses efforts de modernité mais aussi avec un enthousiasme pour vous accompagner dans cet effort de modernisation».

Et pour finir, la directrice générale a annoncé qu'il y aura beaucoup à faire, beaucoup d'activités nouvelles à l'avenir et que c'est là un engagement de l'Unesco pour les relations futures avec l'Algérie.

K. B.-A.

## INTERVIEW EXPRESS DE M. SBIH, DÉLÉGUÉ PERMANENT À L'UNESCO

## L'engagement de l'Algérie

**En marge de la signature de l'échange de lettres, et avant celle-ci, l'ambassadeur en France et délégué permanent auprès de l'Unesco a répondu à quelques questions du Soir d'Algérie.**

**Le Soir d'Algérie : Pourriez-vous nous expliciter un peu l'objet de cette cérémonie ?**

**M. Sbih :** Il s'agit tout simplement de signer un échange de lettres par lequel le gouvernement algérien apporte une contribution de 5 millions d'euros au fonds prévu par l'Unesco à la suite de la défec-

tion américaine en particulier et notamment, aussi, à la suite de l'admission de la Palestine dans cette organisation.

**Cette décision de contribution financière fait-elle suite à la visite de M<sup>me</sup> Irina Bokova en Algérie ?**

Ce n'est pas précisément une conclusion du voyage. Celui-ci a permis à M<sup>me</sup> Bokova de voir deux ou trois réalisations dans le domaine qui concerne plus particulièrement l'Unesco.

A cette occasion, elle a évoqué les problèmes et les difficultés que son organisation rencontre à la suite de la décision américaine et il est tout à fait normal que l'Algérie manifeste, à cette occasion, sa

solidarité à l'égard de l'Unesco. C'est à la fois la solidarité et l'expression de la confiance à l'égard des capacités de cette organisation à surmonter les difficultés actuelles.

**Y a-t-il des pays qui ont eu ce type de contribution ?**

Oui, il y a plusieurs pays : l'Indonésie, le Nigeria, le Qatar, la Turquie ...

**Dans quel ordre, quel montant a-t-elle été ?**

A peu près du même ordre que l'Algérie. La Turquie a donné 10 millions d'euros.

K. B.-A.



Missoum Sbih.

### 1- Les «visiteurs du soir»

Le réel pari du FN (ouvertement reconnu par certains de ses membres) est de ne pas contrarier l'élection de Hollande et d'attendre patiemment l'épuisement rapide de son quinquennat. Sachant que sa politique sera tout compte fait proche de celle de Sarkozy : européenne et austère, sous l'influence et le contrôle tout à la fois de Francfort, de Berlin, de Bruxelles, des marchés financiers et des Agences de notation. Certes, débarrassée du bling-bling, des coups d'éclats sans lendemain, des thèmes xénophobes... mais — peu ou prou comme son prédécesseur — soucieux d'équilibre budgétaire, il finira par échouer devant les problèmes traditionnels de la France, avec pour conséquences prévisibles (malgré quelques mesures en faveur des couches populaires - en tout état de cause insuffisantes), une aggravation de la situation économique et sociale de ceux qui forment le flot intarissable des électeurs dont le Front national s'échine à expliquer le calvaire : l'Europe, l'immigré en quête de prestations sociales, le musulman terroriste, l'Etat, les fonctionnaires parasites, les bolchevicks, les impôts... Ceci explique le soutien à reculons à

Hollande d'un Mélenchon qui — doutant des capacités réelles du PS à traiter efficacement des problèmes du pays — fait, à quelques nuances près, un calcul similaire.

Comme à l'époque du Front populaire qui a bénéficié de la part des communistes d'alors d'un soutien critique sans participation.

Mélenchon n'a jamais oublié les pétitions de reconversion de F. Hollande : «Pour celles et ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, il y a longtemps que nous avons accepté l'économie de marché et, dans l'ensemble, nous l'avons plutôt bien gérée.» Emmanuel ne s'en était pas plus caché : «Parvenus au pouvoir, les socialistes ont bel et bien accepté l'économie de marché. Ils l'ont fait très précisément le vendredi 23 mars 1983 à 11h du matin» lors du conseil des ministres qui décida, sous la direction de François Mitterrand, «de rester dans le système monétaire européen et de mettre en œuvre un plan d'austérité», avait-il ironisé, en évoquant le «tournant de la rigueur». (31 août 2007).

Ceci explique cela.

### 2- Une unique solution, la proportionnelle

Le Front national ne peut dans ces conditions accéder au pouvoir

que sous une seconde condition (soutenue par d'autres partis comme celui des Verts) : achever de démanteler les institutions de la V<sup>e</sup> République et en revenir — dans l'idéal — à une proportionnelle intégrale à un tour qui, moyennant un jeu de levier avisé, déplaçant le centre de la décision de l'Élysée vers Matignon et le Palais Bourbon, lui donnerait la possibilité de peser de manière décisive sur les affaires de la République.

Une dose de proportionnelle avait été concédée un temps par

Mitterrand dans le but transparent de handicaper ses adversaires de droite.

Sarkozy, semble-t-il, vient d'en faire la promesse dans l'espoir d'un soutien frontiste au second tour. Il serait toutefois douteux qu'il l'obtienne, pour toutes les raisons énoncées ci-dessus.<sup>[5]</sup>

Ces règles du jeu (avec quelques nuances selon les contextes locaux) sont en usage un peu partout en Europe (Grande-Bretagne, Italie, Grèce, Belgique...) avec une instabilité chronique à l'origine de la crise

gravissime qui vient de secouer les Pays-Bas.

A moins d'une configuration politique surprenante, la réalisation de ces hypothèses paraît peu probable. Ce serait la première fois sous la V<sup>e</sup> République que le «centre», ordinairement choyé, au cœur des seconds tours, serait complètement absent des débats aujourd'hui entièrement dominés par le syndrome Front national.

«Ces événements nous dépassent. Feignons d'en être les instigateurs.»

A. B.

[1] Quand on songe au score qui était celui de J.-L. Mélenchon en octobre dernier (5.5%) ou à celui de Marie-George Buffet en 2007 (1.93%), à moins d'être de mauvaise foi, 11,10% c'est loin d'être un échec.

[2] L'une des plus intelligentes propositions de ce premier tour, une innovation rafraîchissante dans une campagne politique, a été tournée en ridicule par la quasi-totalité des médias et des politiques. Jacques Cheminade a repris et vulgarisé avec pertinence une idée lancée il y a longtemps, par un certain nombre de scientifiques et d'ingénieurs sur l'importance pour l'humanité de réfléchir sérieusement à l'occupation par l'homme de l'espace et en particulier à l'exploitation des

richesses considérables situées entre Mars et Jupiter. Cette idée demanderait des développements qui ont été purement et simplement passés à la trappe par les journalistes. De nombreux ouvrages en traitent. Lire sur cette question à titre d'exemple le livre d'André Lebeau (1986) : *L'espace en héritage*. Odile Jacob, Paris, 442 p.

[3] «Au fond, peut-être que je suis celui qui sait le mieux exploiter les richesses humaines du Parti socialiste. Ils ont des gens très bien, ils ne les utilisent point. Dans une autre vie, je pourrais peut-être faire directeur des ressources humaines.» N. Sarkozy, août 2007.

[4] A partir des Etats-Unis, BHL s'est dit très préoccupé par la

tournure prise par les élections françaises. Il accuse, dans un entretien accordé le 24 avril à une chaîne de TV US, le Front national d'héberger des «crypto-fascistes».

[5] En mai 2010, le bureau politique de l'UMP avait hésité entre un projet de réforme des collectivités territoriales prévoyant un scrutin uninominal à un tour et une proposition déposée alors par Eric Ciotti visant à interdire les triangulaires au second tour des élections en stipulant que seuls les deux candidats arrivés en tête au premier pouraient se présenter au second, alors que tout candidat ayant recueilli 12,5% des inscrits peut aujourd'hui se maintenir aux législatives (10% pour les régionales).